

Birmanie-Myanmar. Les sanctions internationales contre une junte qui prépare « ses élections » et réprime

jeudi 27 mai 2021, par [Frontier Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2021).

La lettre hebdomadaire de *Frontier* résume ainsi la semaine du 14 au 21 mai 2021 : la junte a écrasé la résistance civile armée dans le canton de Mindat, dans l'État Chin ; les pays occidentaux ont annoncé de nouvelles sanctions contre le régime militaire ; la commission électorale de l'Union a suscité la controverse en convoquant une nouvelle réunion ; l'Union nationale karen a entamé des élections internes dans un contexte de tensions liées à sa réaction au coup d'État.

Mindat attaqué

Samedi matin 15 mai, les forces de sécurité auraient réussi à prendre le contrôle de Mindat, ville dans l'État Chin [ouest du pays], qui a été un haut lieu de la résistance civile armée ces dernières semaines. L'assaut de la junte, qui faisait suite à une embuscade tendue à un convoi de renforts, aurait fait appel à des hélicoptères et à l'artillerie lourde. « L'utilisation par l'armée d'armes de guerre contre des civils, notamment cette semaine à Mindat, est une nouvelle démonstration des abîmes dans lesquels le régime est prêt à s'enfoncer pour rester au pouvoir », a déclaré l'ambassade américaine dans un tweet.

Au moins sept combattants civils auraient été tués, mais la résistance a affirmé avoir éliminé beaucoup plus de soldats du Tatmadaw [les forces armées]. Les forces civiles – connues sous les noms de « Chinland Defence Force » et « Mindat People's Defence Force » – ont fini par abandonner la ville afin de réduire les risques pour les non-combattants. « Nous ne riposterons pas à leurs offensives et laisserons la ville être détruite », a déclaré un combattant civil à *Myanmar Now*.

Alors que les affrontements s'intensifiaient à Mindat, les civils se sont soulevés dans d'autres villes voisines dans une tentative apparente de saper les offensives de la junte. Des escarmouches ont également éclaté à Kanpetlet, dans l'État Chin, et dans le district de Kyaukhtu, dans la région de Magway, tous deux situés à moins de 50 kilomètres de Mindat. Un soldat aurait été tué à Kyaukhtu, tandis qu'aucune victime n'a été signalée dans les deux camps à Kanpetlet. Selon *The Irrawaddy*, l'artillerie du Tatmadaw qui tire sur Mindat est basée à Kyaukhtu et certains renforts sont venus de là. Les combattants de Kyaukhtu espéraient peut-être perturber les assauts de la junte sur Mindat pour apporter un peu de répit.

Néanmoins, ces tentatives d'aide aux combattants de Mindat ont été largement infructueuses, soulignant la nécessité d'une plus grande coordination entre les forces anti-junte. « Dans une révolution, on ne peut pas se battre seul. Dans le cas de Mindat, le peuple s'est battu seul et le soulèvement a été étouffé. Si une révolte doit être organisée, il serait préférable que tous les gens se soulèvent ensemble à une date précise afin que les militaires ne puissent pas utiliser toutes leurs forces sur une ville particulière. Si une seule ville résiste fermement, les militaires utiliseront

simplement une force plus importante pour la réprimer », a déclaré un transfuge de la marine à The Irrawaddy, un conseil très judicieux.

De nouvelles sanctions

Certains pays occidentaux ont pris de nouvelles mesures coordonnées contre la junte cette semaine, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ayant tous annoncé de nouvelles sanctions contre des membres du régime et des entreprises liées à l'armée.

Les États-Unis ont annoncé des sanctions contre le Conseil d'administration de l'État (SAC) en tant qu'entité et contre 16 personnes, soit 13 membres de la junte militaire (soit le SAC, soit le cabinet), et trois enfants adultes de responsables de la junte. Le secrétaire d'État, Antony Blinken, a invoqué la « violence continue » de la junte pour justifier ces sanctions, en mentionnant spécifiquement les récents combats à Mindat, dans l'État Chin.

La nouvelle liste des personnes visées par les sanctions comprend les ministres de la Coopération internationale et des Finances, le gouverneur de la Banque centrale du Myanmar et le président de la nouvelle Commission électorale de l'Union. Si l'on ajoute à cela les sanctions précédentes, les États-Unis ont désormais désigné un nombre important de responsables du régime militaire. Parmi les exceptions notables figurent le ministre de la Protection sociale, Thet Thet Khine, le ministre des Affaires étrangères, Wunna Maung Lwin, le ministre des Investissements étrangers, Aung Naing Oo, et le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Aung Than Oo. La raison pour laquelle ces ministres ont été écartés n'est pas immédiatement évidente. Il pourrait y avoir des raisons pratiques – par exemple, ils pourraient s'attendre à devoir travailler avec Wunna Maung Lwin à l'avenir – ou il se pourrait simplement qu'ils n'aient pas encore été contactés.

La liste comprenait également trois enfants adultes de hauts responsables militaires (deux enfants d'un général et un d'un amiral). Là encore, aucune explication précise n'a été donnée quant à la raison pour laquelle ils ont été ciblés, mais il se peut que ce soit en raison de leurs places et intérêts dans le commerce : Hein Htet, fils du général Maung Maung Kyaw, est directeur d'une société appelée Paramount Events, tandis que Yin Min Thu, fille de l'amiral Tin Aung San, est directrice de Global Icon General Trading.

Global Witness [ONG spécialisée dans la lutte contre le pillage des ressources naturelles et la corruption politique qui l'accompagne] a déclaré que les sanctions contre le SAC et ses membres sont les « plus importantes » car elles « visent toutes les transactions financières, les actifs bancaires et les autres sources de revenus sous le contrôle du SAC ». La décision semble être une tentative de sanctionner le régime militaire du Myanmar dans son intégralité sans sanctionner le pays lui-même, mais c'est certainement la sanction la plus importante jusqu'à présent. Le rapporteur spécial des Nations unies, Tom Andrews, a également déclaré que les sanctions à l'égard du SAC étaient « l'une des mesures les plus importantes » prises jusqu'à présent contre la junte. Il a appelé d'autres pays à suivre cet exemple. « Non seulement faire des affaires avec la junte est moralement répréhensible, mais cela pourrait maintenant signifier être coupé du système financier des États-Unis et/ou faire face à des sanctions pénales ou civiles aux États-Unis », a-t-il déclaré. Comme à l'accoutumée, Tom Andrews a lancé un appel en faveur de sanctions visant le secteur pétrolier et gazier, affirmant que les bénéfices tirés de ce secteur ont été « une bouée de sauvetage pour la junte », une demande reprise par Global Witness.

Le Canada a également sanctionné « 16 personnes et 10 entités », dont un grand nombre des mêmes fonctionnaires que ceux sanctionnés par les États-Unis, ainsi que certaines entreprises liées à l'armée. « Le Canada continuera à prendre des mesures supplémentaires, en coordination avec ses partenaires, si le Tatmadaw refuse de changer de cap », indique le communiqué. L'une des entités

nouvellement sanctionnées est Myanma Gems Enterprise, une société d'État spécialisée dans les pierres précieuses. Elle a également été sanctionnée par le Royaume-Uni le même jour et avait déjà été sanctionnée par les États-Unis.

Le Canada a ciblé quelques autres entreprises, comme Myanmar Pearl Enterprise et Myanmar Timber Enterprise, qui avaient également déjà été sanctionnées par les États-Unis. Global Witness a de nouveau appelé à des sanctions contre Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), la principale source de devises étrangères de la junte dans l'économie officielle.

Dans le même temps, le ministre japonais des Affaires étrangères a déclaré que son pays envisageait d'interrompre l'aide au développement accordée au Myanmar pour les projets en cours, après avoir déjà suspendu toute nouvelle aide en mars. « Nous ne voulons pas du tout faire cela, mais nous devons affirmer fermement qu'il sera difficile de continuer dans ces circonstances », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Toshimitsu Motegi au quotidien Nikkei.

La réunion de l'UEC provoque des fractures

L'invitation lancée par la Commission électorale de l'Union (UEC) aux partis politiques à participer à une nouvelle réunion a provoqué de nouvelles fractures dans le paysage politique. Le People's Party, fondé par le militant pro-démocratie Ko Ko Gyi, a connu des démissions massives après avoir décidé de participer à la réunion d'aujourd'hui. Le cofondateur et le secrétaire général du parti ont démissionné en signe de protestation, tout comme le président régional, le vice-président, le secrétaire et d'autres responsables de la section de Mandalay du parti.

A Rakhine, le Parti national d'Arakan (ANP) a annoncé qu'il ne participerait pas à la réunion, peu après que le président du parti a déclaré que l'ANP ne coopérerait plus avec la junte. Cette décision avait déjà provoqué des divisions au sein du parti, le boycott de la réunion de l'UEC risque donc de faire encore plus de dégâts.

Pour compliquer encore la situation, le Parti Arakan Front (AFP) a déclaré qu'il participerait à la réunion - ce qui est probablement moins surprenant étant donné que la junte a libéré de prison le président du parti, Aye Maung, en février dernier. L'AFP est en grande partie composée d'anciens membres de l'ANP, et Aye Maung reste l'une des personnalités politiques les plus influentes de Rakhine, de sorte que cette scission pourrait provoquer encore plus de tensions.

Lors d'une conférence de presse le 15 mai, un responsable de l'UEC a déclaré que plusieurs amendements aux lois électorales étaient prévus, ce qui semble être une mauvaise nouvelle. Khin Maung Oo a déclaré qu'il y aurait des changements non spécifiés pour rendre l'éligibilité et l'identification des électeurs plus strictes, ce qui pourrait risquer de priver les électeurs de leurs droits. Il a également déclaré que l'UEC s'attaquerait à un amendement récent qui permet aux migrants internes de changer leur inscription après 90 jours de résidence, mais n'a pas précisé comment cela serait modifié. La règle originale exigeait que les électeurs vivent quelque part pendant 180 jours. La décision de réduire ce délai de moitié a été mise en question par les partis des minorités ethniques qui pensaient que cela permettrait aux migrants Bamar de diluer les votes ethniques dans ces États. Khin Maung Oo a de nouveau lancé l'idée de changer le système de vote en faveur d'une représentation proportionnelle, ce qui augmenterait considérablement les chances des militaires d'obtenir la majorité nécessaire pour choisir le président, étant donné qu'ils sont déjà assurés d'avoir 25% des sièges au Parlement.

Les premiers rapports indiquent que l'UEC a annoncé la dissolution de la NLD (Ligue nationale pour la démocratie est le parti politique birman d'Aung San Suu Kyi) pour des allégations non fondées de fraude électorale.

Début des élections de la KNU

Mais l'UEC n'est pas la seule organisation à planifier des élections, et Rakhine n'est pas le seul État à connaître des divisions internes. L'Union nationale karen a entamé le processus d'élection de ses nouveaux dirigeants – ce qu'elle fait tous les quatre ans – à un moment où le groupe armé est à la croisée des chemins quant à la manière de poursuivre la lutte contre le Tatmadaw. Le groupe a été l'un des plus fidèles alliés du mouvement pro-démocratique, mais récemment, son président a approuvé l'accord de cessez-le-feu national et a appelé à des négociations avec les militaires. Si le commandant du district de Duplaya a soutenu le président, d'autres dirigeants karens influents ont rejeté cette position, et les tensions internes se manifestent au grand jour.

Les responsables des cantons et des villages de la KNU (Union nationale karen) éliront le président, le secrétaire et le co-secrétaire de leur district, qui voteront ensuite sur les postes de direction de la KNU lors d'une assemblée générale. On peut s'attendre à ce que les élections internes soient en grande partie un référendum sur l'opportunité d'étendre le combat contre le Tatmadaw et de collaborer plus étroitement avec le Gouvernement d'unité nationale. Compte tenu des tensions, le processus pourrait devenir désordonné.

Un major-général de l'Armée de libération nationale karen, la branche armée de la KNU, a exhorté ses collègues à éviter de faire des déclarations qui sèment la confusion dans les médias. Le major-général Saw Pilate Sein a déclaré que tous les Karens des régions de la KNU devaient faire preuve de prudence dans leurs déclarations afin d'éviter toute « tension entre nous » et que « les déclarations devaient être vérifiées au sein de l'organisation avant d'être diffusées ». Il s'agit probablement d'une tentative de calmer les émotions vives au sein de la KNU, mais elle pourrait aussi être dirigée spécifiquement contre Mutu Say Poe (président depuis 2012 de l'Union nationale Karen), étant donné que sa déclaration était la plus discordante jusqu'à présent.

Frontier Fridays

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

A l'encontre

<http://alencontre.org/asie/birmanie/birmanie-myanmar-les-sanctions-internationales-contre-une-junte-qui-prepare-ses-elections-et-reprime.html>